



La Mensuelle Eco - N°48 - Janvier 2018

YT-MAHM-CG 24/01/2018

L'essentiel

La Haute-Garonne est l'une des premières terres de croissance en France. L'emploi salarié du département a progressé de quasiment 7% de 2011 à 2016, alors que la moyenne nationale s'établit modestement à +0,5% sur la période. Cet excellent résultat émane de la hausse très soutenue des effectifs des services aux entreprises, assise elle-même sur un socle industriel performant depuis de nombreuses années, tandis que le cycle manufacturier n'est redevenu porteur au plan international qu'à compter de début 2016.

Concernant la France, si les derniers chiffres de croissance sont bons, la nette diminution du taux de chômage se fera encore attendre. Certains économistes tablent sur « l'effet ketchup » : les efforts successifs sur l'objet paraissent sans impact, mais pourraient fonctionner au coup suivant dans des proportions inattendues. On peut croire au concept quant à l'état du marché du travail à l'horizon mi-2018, et de manière plus certaine au sujet de l'inflation en fin d'année.

Car les bonnes nouvelles se sont accumulées fin 2017. La convergence des taux de croissance américain, japonais et européens (excepté le Royaume-Uni) s'appuie sur des fondamentaux solides et pérennes organisés autour de la hausse de la consommation, la reprise de l'investissement des entreprises, le rebond du commerce international et la hausse maîtrisée du cours du pétrole. De leur côté, les pays émergents profitent autant de l'embellie mondiale qu'ils ne la favorisent.

La problématique essentielle dans cette période de reprise demeure donc pour de nombreux pays, dont la France, la concomitance d'une stabilisation ou faible diminution du taux de chômage, d'une hausse sensible du PIB et de la montée des difficultés d'embauches, notamment dans l'industrie.

La croissance ne résoudra pas le manque de liant entre les nouveaux besoins en main d'œuvre et le système de formation. Et ce quelle que soit la sauce.

Les chiffres du mois

2 sur 3

Le nombre d'habitants du globe vivant dans un pays en croissance en 2018

0.6 point

L'équivalent en PIB des baisses d'impôts votées en décembre aux Etats-Unis

+ 3%

La dernière évolution mesurée des prix britanniques, niveau inédit depuis 5 ans

Il y a 17 ans

La dernière période où le climat des affaires en zone Euro a été aussi haut

60 milliards d'€

L'estimation du déficit commercial de la France en 2017

+ 1.7%

L'acquis de croissance pour le PIB français à l'horizon mi-2018

+ 6.9%

L'évolution de l'emploi salarié sur 5 ans en Haute-Garonne, 2^{ème} score national

1/ La situation économique mondiale

Optimisme sur la croissance mondiale en 2018

Sources : Xerfi, INSEE, ASSETFI, EEG Crédit Agricole, DEES Société Générale, Les Echos

Le Fonds Monétaire International a confirmé lors de la journée de lancement du Forum Economique de Davos son optimisme quant à la teneur de la **croissance mondiale**. Dans une note parue le 18 décembre, l'institution de Washington avait déjà indiqué que la reprise survenue tout au long de 2017 était la plus ample depuis 2010, définie par 5 caractéristiques fondamentales :

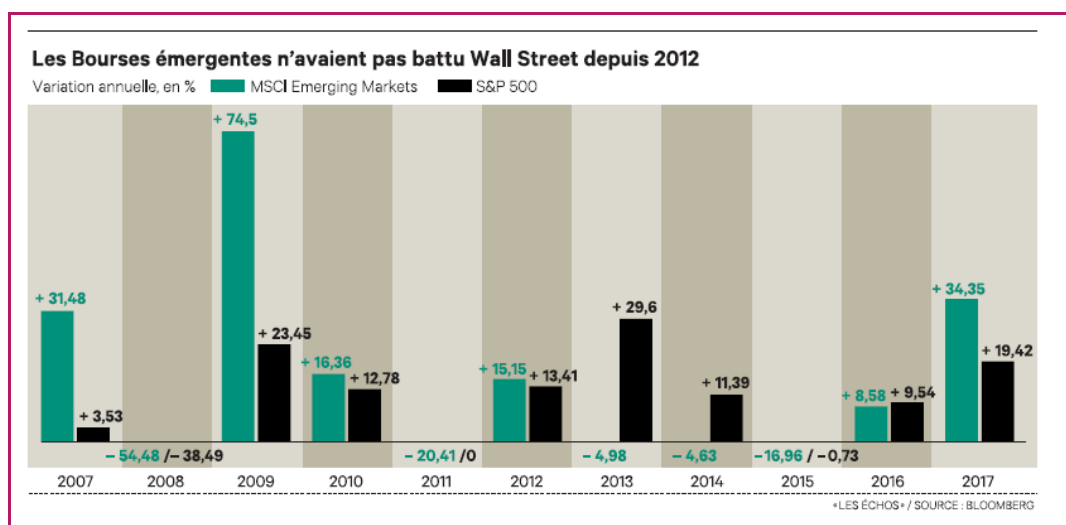
- Une tendance générale haussière : l'accélération de la croissance concerne les trois quarts des pays du globe, soit 2 habitants sur 3.
- Le rebond du commerce international, en lien avec la reprise de l'investissement : les échanges ont progressé de +5,0% en 2017, meilleur score depuis 2011 après la hausse timide de +1,6% enregistrée en 2016. La performance devrait être rééditée en 2018.
- Une hausse maîtrisable des cours des produits de base et des matières premières.
- La faiblesse de l'augmentation des salaires, car la profondeur de la crise a entraîné une forte résistance à la baisse marquée du chômage hormis en Allemagne et aux Etats-Unis. De lourdes difficultés sont en outre signalées dans la plupart des pays concernant le recrutement de main d'œuvre qualifiée.
- La progression des cours boursiers.

Sur la base de ce contexte porteur, le FMI encourage les pays à engager ou poursuivre sans plus attendre et de manière appuyée les réformes nécessaires au prolongement de la croissance, notamment concernant le marché du travail et la formation professionnelle.

Aux **Etats-Unis**, le lent mais long cycle d'expansion se poursuit, l'activité est restée très dynamique au 3^{ème} trimestre. La croissance demeurerait forte d'ici mi-2018 grâce à la consommation renforcée par des gains de pouvoir d'achat, l'investissement des entreprises et la reprise des dépenses publiques. La réforme fiscale votée en décembre se traduirait par une baisse d'impôt envers les ménages (pour 2/3) et envers les entreprises (pour 1/3) équivalente à 0,6 point de PIB.

La croissance ne devrait pas dépasser +1,5% au **Royaume-Uni** en 2017 (-0,3 pt par rapport à 2016). La consommation des ménages a nettement ralenti depuis un an, et l'inflation a en outre atteint +3% en septembre puis octobre, niveau inédit depuis 5 ans. Un nouveau net ralentissement du PIB britannique est attendu en 2018, avec pour source principale d'incertitude l'issue des négociations, notamment commerciales, autour du *Brexit*.

Le dynamisme de l'activité **japonaise** n'a pas été démenti au 3^{ème} trimestre 2017 (+0,6% sur 3 mois après +0,7% au 2^{ème} trimestre), l'économie du pays se dirigeant vers sa meilleure performance depuis 4 ans en 2017. Le PIB a été essentiellement porté ces derniers mois par le commerce extérieur, qui déclinera néanmoins progressivement au 1^{er} semestre 2018. Il serait relayé par la demande intérieure sous l'effet du tonus retrouvé des salaires dans un contexte d'inflation quasi-nulle.



Les pays émergents apparaissent comme les principaux bénéficiaires de la reprise mondiale, constat symbolisé par les résultats de leurs places financières en 2017 qui dépassent ceux du S&P 500 (indice synthétique des 500 grandes sociétés cotées américaines) pour la 1^{ère} fois depuis 2012. La **Chine** devrait



terminer l'année avec un PIB en hausse d'environ +6,8%, 2018 annonçant une stabilisation de la croissance sur fond de prudence en matière de politique immobilière et de désendettement de l'économie.

La force et la diffusion du cycle actuel sont certes encourageantes, mais il faut garder à l'esprit que le potentiel de création de richesses, et donc d'emplois, est très inférieur à son niveau de 2007. Cette année-là, les variations du PIB de l'économie mondiale, des pays émergents et de la zone Euro s'établissaient respectivement à +5,6%, +8,5% et +3,0%. En 2017, on attend une croissance de +3,6% au plan mondial, de +4,7% au sein des émergents et de +2,3% en zone Euro. Toutefois, nombre d'économies ne tournent pas à plein régime aujourd'hui et permettent d'envisager plusieurs trimestres de croissance soutenue dans un environnement financier clément. Le cycle économique est solide parmi les économies avancées, favorisant un niveau de demande favorable à la stabilisation de la croissance des pays émergents.

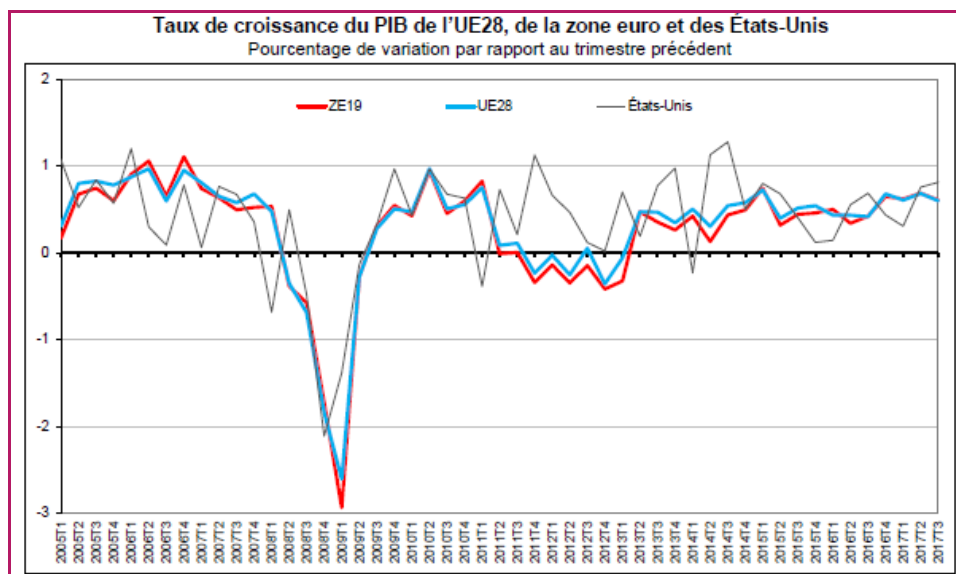
Les principaux risques pesant à court terme sur cette analyse résident dans les situations géopolitiques de la péninsule coréenne et du Moyen-Orient, les processus électoraux en Europe, les conséquences du Brexit et la mise en œuvre de la politique fiscale aux Etats-Unis.

2/ Zone Euro

L'embellie perdue et se propage

Sources : Xerfi, INSEE, ASSETFI, EEG Crédit Agricole, DEES Société Générale

Le taux de croissance dans l'Euroland a rejoint fin 2017 celui des Etats-Unis, aux alentours de +2,5% en rythme annualisé. L'embellie entrevue début 2016 s'est confirmée puis renforcée et homogénéisée en 2017, favorisant le rattrapage du retard accumulé par la zone par rapport aux autres grandes régions économiques depuis la crise. A l'automne, le climat des affaires s'est ainsi porté au plus haut depuis 17 ans, rassuré par 4 trimestres consécutifs de croissance du PIB supérieure à +0,5%, une première depuis 2006-2007. L'exercice 2017 serait ainsi le meilleur d'après crise. Le taux de chômage devrait s'abaisser à 8,4% de la population active en juin 2018, contre 9,2% un an plus tôt.



La confiance des industriels est très solide dans les 4 principales économies de la zone.

En **Allemagne**, l'économie est toujours en forte expansion et soutenue par une contribution équilibrée de ses principaux moteurs. La croissance du PIB atteindrait +2,6% en 2017, soit le meilleur score depuis 2011. L'indicateur de confiance des industriels a atteint un sommet historique en novembre dernier.

La conjoncture **italienne** a de son côté retrouvé des couleurs à compter du 3^{ème} trimestre 2016. En 2017, la bonne tenue de la consommation a constitué une bonne surprise, et ce sont maintenant les investissements des entreprises qui montent en puissance. Le PIB transalpin croîtrait en conséquence d'environ +1,5% en 2017 et en 2018.

En dépit de la crise politique en Catalogne, la progression du PIB **espagnol** devrait rester vigoureuse en 2018, l'acquis de croissance a mi-année s'élevant déjà à +2,5% après +3,1% en 2017.



3/ Le contexte national

La France dans le rythme européen

Sources : INSEE, Banque de France, Xerfi

France équilibre ressources-emplois													
Produit intérieur brut	0,6	-0,1	0,1	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	1,1	1,9	1,7
Importations	0,5	-1,0	2,6	0,9	1,2	0,3	2,8	0,2	0,8	0,8	4,2	4,6	3,1
Dépenses de consommation des ménages	1,3	0,4	-0,2	0,7	0,1	0,3	0,6	0,3	0,3	0,3	2,1	1,2	1,1
Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,2	0,4	0,3	1,2	1,5	1,1
FBCF totale	1,0	0,1	0,2	0,6	1,5	1,1	0,9	1,1	1,0	0,8	2,7	3,7	3,2
dont : BNF	1,6	-0,2	0,0	0,7	2,1	1,2	1,1	1,2	1,1	0,9	3,4	4,4	3,7
Ménages	0,7	0,7	1,0	1,3	1,6	1,4	1,1	1,0	0,8	0,6	2,4	5,2	2,9
Administrations publiques	-0,8	0,2	-0,5	-0,7	-0,8	0,2	-0,2	0,7	1,1	0,9	-0,1	-1,2	2,3
Exportations	0,5	-0,2	0,8	1,3	-0,7	2,2	1,1	1,8	0,7	0,2	1,9	3,3	3,4
Contributions (en point)													
Demande intérieure hors stocks ²	1,0	0,3	0,0	0,6	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	2,0	1,8	1,6
Variations de stocks ²	-0,4	-0,6	0,7	-0,2	0,7	-0,5	0,5	-0,3	0,0	0,2	-0,1	0,5	0,1
Commerce extérieur	0,0	0,3	-0,6	0,1	-0,6	0,5	-0,6	0,5	0,0	-0,2	-0,8	-0,5	0,0

A l'instar de la zone Euro, la dynamique de croissance française soutient une cadence de +0,5% à +0,6% par trimestre depuis fin 2016. Le millésime 2017 devrait en conséquence frôler la barre des +2,0%. L'environnement mondial sera assurément porteur au moins jusqu'à l'été 2018, l'acquis de croissance s'élevant déjà à +1,7% à cet horizon, et devrait le rester jusqu'à fin 2019. Le PIB national est essentiellement soutenu par la consommation des ménages (elle a d'ailleurs bondi de +2,2% sur un mois en novembre), et à un degré moindre par l'investissement des entreprises.

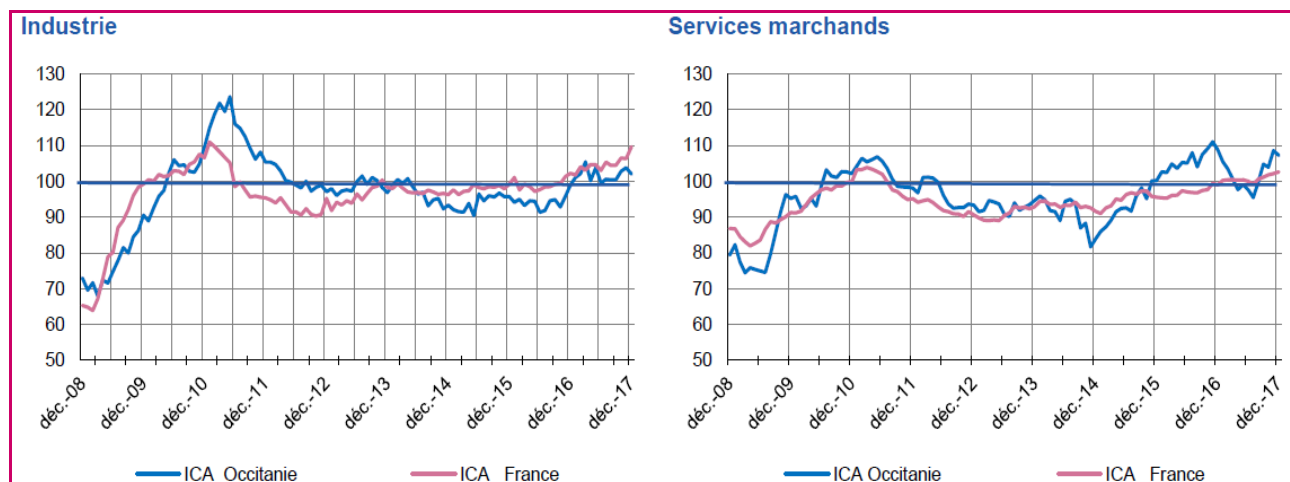
Ce dernier explique pour moitié la nette hausse des importations en 2017, la hausse de la facture pétrolière, rendue toutefois moins douloureuse grâce à la vigueur de l'euro, justifiant l'autre moitié. Avec, parallèlement, une stabilisation des exportations, le déficit commercial de la France s'est à nouveau fortement creusé (quasiment 60 milliards d'€ à fin novembre 2017, +30% sur un an).

Malgré ces difficultés en matière de compétitivité, toutes les grandes branches d'activité profitent aujourd'hui de la reprise. Pour l'heure, l'embellie conjoncturelle ne permet qu'une faible amélioration sur le front de l'emploi. Le taux de chômage s'élèverait toujours à 9,4% de la population active en juin prochain, soit une baisse minimaliste de -0,1 point par rapport à juin 2017.

4/ La conjoncture en Occitanie

Source : Banque de France

Enquête Banque de France - Occitanie : fin décembre 2017



Au niveau de l'**Occitanie**, la Banque de France fournit les éléments à *fin décembre* basé sur les PME et grandes entreprises composant le tissu économique régional. La dynamique reste positive même si l'indicateur du climat des affaires, à la fois dans l'industrie et les services marchands se tasse légèrement. Le niveau d'activité et de production de cette fin d'année 2017 et les prévisions formulées par les chefs d'entreprise ouvrent d'encourageantes perspectives pour 2018.



Industrie

Le **climat des affaires** mesuré dans **l'industrie se tasse en décembre après deux mois de progression**. Il reste toutefois aussi bien au niveau régional qu'au niveau national, supérieur sa moyenne de long terme.

Globalement, le **taux d'utilisation** des capacités de production déjà élevé depuis Octobre s'est réhaussé sur les 2 derniers mois de l'année. Nettement au-dessus de sa moyenne de long terme, le **besoin d'investir** pour un renforcement de l'outil industriel se confirme encore.

Concernant **l'activité industrielle**, la production a connu un **rythme de croissance soutenue** sur les 3 derniers mois et devrait perdurer début 2018. Dans ce contexte favorable, les effectifs salariés et le recours à l'intérim augmentent. Le mois de décembre a été marqué par de fortes dynamiques d'activité pour l'industrie agroalimentaire et le matériel de transport. La branche des équipements électriques, électroniques et informatiques, à la trajectoire de croissance plus fluctuante stabilise, son activité sur les deux derniers mois de 2017. L'ensemble des branches paraît bien orienté pour janvier 2018.

Services marchands

L'indicateur du **climat des affaires** pour les **services marchands se tasse également légèrement après une très forte progression** au mois de novembre, toujours positionné nettement au-dessus de sa moyenne de long terme et au-dessus du niveau national.

L'activité des services marchands alterne les mois de forte dynamique d'activité et les mois de croissance plus mesurée comme celui du mois de Décembre. Septembre et Novembre s'inscrivaient en forte accélération, Janvier 2018 sous les hypothèses actuelles réitérerait ce scénario de croissance significative pour toutes ces branches. La trajectoire ascendante de l'activité des services parvient à consolider les effectifs salariés.

BTP

L'enquête trimestrielle conduite auprès des entreprises du **BTP** montre la bonne trajectoire de l'activité et de l'emploi du secteur au 4^{ème} trimestre 2017 ainsi que les prévisions optimistes pour les prochains mois. La perception est toutefois variable entre les départements et selon la taille de l'entreprise.

- ➔ Le gros œuvre voit son activité progresser mais les disparités demeurent toujours entre territoires. L'activité génère de nouvelles embauches et la hausse du recours à l'intérim.
- ➔ La bonne tenue du second œuvre tient notamment aux travaux de rénovation et d'entretien des bâtiments publics et les perspectives restent favorables. Quelques tensions sur l'emploi restent perceptibles.
- ➔ Les travaux publics témoignent d'une activité plus soutenue, en lien avec la commande publique, le déploiement de la fibre optique et la bonne orientation du bâtiment.

Focus : évolution de l'emploi salarié 2011-2016

En 2016, les effectifs salariés progressent de +1,5% sur un an en Occitanie. Sur cinq ans, la hausse atteint 2,1%, un résultat plus de quatre fois supérieur à la moyenne nationale (+0,5%).

Le secteur des services est le principal moteur, même si l'emploi industriel est mieux orienté en Occitanie qu'en France grâce au dynamisme de la construction aéronautique. Entre 2011 et 2016, les créations d'emplois dans la région sont concentrées dans trois départements : la Haute-Garonne, l'Hérault et le Tarn-et-Garonne.

Sur cinq ans, les effectifs salariés en Haute-Garonne progressent de +6,9 %. C'est le deuxième meilleur résultat enregistré en France métropolitaine après la Seine Saint-Denis. Le département est le seul de la région où l'emploi augmente systématiquement tous les ans. En 2016, la hausse s'amplifie : +2,4 %. Sur cinq ans, l'emploi augmente grâce aux secteurs du tertiaire (+14,2 % dans l'hébergement-restauration, +8,9 % dans les autres services et +2,6 % dans le commerce), et à une industrie performante (+9,9 %). Les effectifs dans la fabrication de matériels de transport ont augmenté de +21 % en cinq ans et représentent la moitié de l'emploi industriel du département. En revanche, l'emploi a chuté dans la construction (-7,1 % sur cinq ans) mais c'est le département de la région qui a le plus limité les suppressions de postes.

Demandeurs d'emplois à fin novembre 2017

Fin novembre, la bonne orientation du nombre de demandeurs d'emplois catégorie A sur 1 mois (-1,2%) ramène l'évolution annuelle à une quasi-stabilité (+0,3%) en Occitanie. A l'exception du Tarn et Garonne, tous les départements composant la région connaissent un recul en catégorie A. Six départements sur 13 enregistrent une baisse de plus de 2% sur un mois. Sur un an, seuls 3 départements s'inscrivent sur une baisse plus robuste, le Gers (-3,0%), la Haute-Garonne (-2,3%) et les Hautes-Pyrénées (-2,2%).

En Haute-Garonne, la baisse annuelle (-2,3%) se consolide par le recul mensuel de -1,3% en novembre. Les derniers mois sont favorables à la baisse des demandeurs d'emplois sur le département enregistrant un recul des catégories A de -5,3% sur les trois derniers mois. A noter également que toutes les catégories d'âge en bénéficient, notamment les moins de 25 ans.



5/ En Haute-Garonne

Léger tassement des créations ex nihilo

Source : Fichier Consulaire & Etudes Economiques CCI de Toulouse

Créations d'entreprise

Données provisoires au 12/01/2018	1er semestre			2ème semestre			A fin décembre		
Etablissements hors micro-entrepreneurs	2016	2017	en %	2016	2017	en %	2016	2017	en %
Créations pures	2 889	2 857	-1,1%	2 428	2 260	-6,9%	5 317	5 117	-3,8%

La création d'entreprise est en léger tassement à fin 2017 après une année de progression importante en 2016 (-3,8% sur un an après un bond de 10,8% l'année précédente).

Le volume de créations reste élevé avec 5 117 établissements.

Procédures judiciaires : jugements d'ouverture (CCI de Toulouse – Base de données des entreprises)

Le bilan provisoire à fin décembre de l'évolution du nombre de procédures judiciaires est favorablement orienté avec une baisse de -4,5% des jugements d'ouverture associée à une légère hausse des effectifs salariés impactés (3 072 salariés).

Jugements d'ouverture	2016	2017	Evolution 2017/2016
1er trimestre	281	240	-14,6%
2ème trimestre	257	228	-11,3%
3ème trimestre	170	180	5,9%
4ème trimestre	242	259	7,0%
Nombre à fin décembre	950	907	-4,5%
Effectifs impactés à fin décembre	3 033	3 072	1,3%

Statistiques incluant : redressement judiciaire / liquidation judiciaire / liquidation judiciaire simplifiée
Ne sont pas prises en compte la sauvegarde, la résolution de plan, la décision de rejet, radiation, désistement - Chiffres non définitifs

Mémo Chiffres Clés

Source : CCI de Toulouse, INSEE, Douanes

Au 1 ^{er} juillet 2017	Haute-Garonne	Evolution sur un an
Etablissements RCS	55 344	+4,1%
Industrie	4 531	+0,4%
Commerce	13 116	+1,2%
Construction	6 659	+4,1%
Services	31 038	+5,9%
Effectifs salariés RCS	372 824	+4,3%
Industrie	77 389	+0,2%
Commerce	63 475	+2,8%
Construction	33 133	+5,2%
Services	198 827	+6,3%
Taux de chômage (3T2017)	9,4%	-0,5 pt
Exportations en millions d'€ (3T2017)	9 045	-0,9%
Importations en millions d'€ (3T2017)	7 886	+6,4%

